

Conseil d'Etat - Raad van State
LEGISLATION - WETGEVING
10 05 1971
Transmis a n° 1 - <i>Coordination</i>
Overgemaakt aan de R.

Dr

YC.

L. 11.393/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

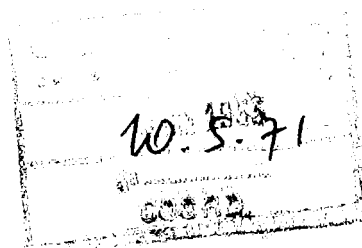
KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Prévoyance sociale, le 9 avril 1971, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet de loi "modifiant certaines dispositions en matière de pensions pour ouvriers, employés, ouvriers mineurs, marins naviguant sous pavillon belge, travailleurs salariés, de revenu garanti aux personnes âgées et d'allocations complémentaires aux handicapés", a donné le 20 avril 1971 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 9e april 1971 door de Minister van Sociale Voorzorg verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van sommige bepalingen inzake pensioenen voor arbeiders, bedienden, mijnwerkers, zeelieden varend onder Belgische vlag, werknemers, inzake gewaarborgd inkomen voor bejaarden en inzake aanvullende tegemoetkoming voor mindervaliden", heeft de 20e april 1971 het volgend advies gegeven :



Il n'y a pas lieu de mentionner au premier alinéa du préambule de l'arrêté de présentation les avis qui y figurent. Cette mention trouverait mieux sa place dans l'exposé des motifs.

Article 1er.

L'article 4 de la loi du 21 mai 1955 ayant également été modifié par la loi du 5 juin 1970, il conviendrait de rédiger la phrase liminaire de l'article 1er du projet de la manière suivante :

"Article 1er.-

Dans l'article 4 de la loi du 21 mai 1955 relative à la pension de retraite et de survie des ouvriers, modifié par les lois des 3 avril 1962 et 5 juin 1970, les alinéas 1er à 4 sont remplacés par la disposition suivante : ".

Article 2.

L'article 6 de la loi du 21 mai 1955 ayant également été modifié par la loi du 10 mai 1958, il conviendrait de rédiger la phrase liminaire de l'article 2 du projet de la manière suivante :

"Article 2.-

Dans l'article 6 de la même loi, modifié par les lois des 1er août 1957 et 10 mai 1958, l'alinéa 1er est complété par la disposition suivante : ".

.../...

Article 3.

La phrase liminaire serait mieux rédigée comme suit :

"Article 3.-

Dans l'article 5 de la loi du 12 juillet 1957 relative à la pension de retraite et de survie des employés, modifié par les lois des 22 février 1960 et 3 avril 1962, les alinéas 1er à 4 sont remplacés par la disposition suivante : ".

Article 4.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 4.-

Les modifications suivantes sont apportées à l'article 8 de la même loi, modifié et complété par la loi du 11 juin 1964 :

1° le 7° est remplacé par la disposition suivante :

"7° ... (comme au projet) " ;

2° le 8° est abrogé".

Article 5.

L'article 2 de la loi du 3 avril 1962 a été modifié par la loi du 13 juin 1966 et par l'arrêté royal n° 8 du 18 avril 1967.

.../...

Il est dès lors proposé de rédiger la phrase liminaire de l'article 5 en ces termes :

"Article 5.-

Dans l'article 2 de la loi du 3 avril 1962 relative à la pension de retraite et de survie des ouvriers et des employés, modifié par la loi du 13 juin 1966 et par l'arrêté royal n° 8 du 18 avril 1967, le § 2, alinéa 1er, 1° et 2°, est remplacé par la disposition suivante : ".

Article 6.

L'article 7 de la loi du 3 avril 1962 a été modifié par la loi du 13 juin 1966 et par l'arrêté royal n° 8 du 18 avril 1967.

Il est dès lors proposé de rédiger la phrase liminaire de l'article 6 en ces termes :

"Article 6.-

Dans l'article 7 de la même loi, modifié par la loi du 13 juin 1966 et par l'arrêté royal n° 8 du 18 avril 1967, le § 2, alinéa 1er, 1° et 2°, est remplacé par la disposition suivante : ".

Article 7.

Eu égard aux nombreuses modifications apportées au § 1er de l'article 21 de la loi du 13 juin 1966 (1° à 4° du projet), il conviendrait, par souci de clarté, de reproduire ce § 1er en entier.

.../...

La rédaction suivante est proposée pour
l'article 7 :

"Article 7.-

Dans l'article 21 ... sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1er est remplacé par les dispositions suivantes :

"Pour l'application du présent article, on entend :

1° par "prestations" :

- a) les pensions de retraite, de veuve et de survie et les fournitures de charbon y afférentes ou leur contre-valeur en espèces, les indemnités d'adaptation et les pécules de vacances, octroyés dans les régimes de pension pour ouvriers, employés, ouvriers mineurs, marins naviguant sous pavillon belge et travailleurs salariés, ainsi que les avantages visés à l'article 24;
- b) les pensions d'invalidité et les fournitures de charbon y afférentes ou leur contre-valeur en espèces et les pécules de vacances octroyés dans le régime de pension d'invalidité pour ouvriers mineurs ;
- c) les majorations de rente de vieillesse et de veuve et le revenu garanti ;
- d) les allocations de vieillesse pour employés et les allocations de veuve et d'orphelin d'employés ;
- e) les allocations complémentaires visées au chapitre III de la loi du 27 juin 1969 relative à l'octroi d'allocations aux handicapés ;
- f) les avances sur les prestations visées aux littéras a, b, c, d et e, qui sont payées par l'organisme avant la décision fixant les droits définitifs du travailleur ;

.../...

2° par "organisme payeur" ;

- a) le Fonds national de retraite des ouvriers mineurs en ce qui concerne les avantages visés au 1°, b ;
- b) l'Office national des pensions pour travailleurs salariés, en ce qui concerne les avantages visés au 1°, d ;
- c) la Caisse nationale des pensions de retraite et de survie en ce qui concerne les avantages visés au 1°, a, c et e.

En ce qui concerne les avances sur prestations, l'organisme payeur est celui chargé du paiement de la prestation même".

2° ... (comme au 5° du projet) ... ;

3° ... (comme au 6° du projet) ... ;

4° ... (comme au 7° du projet) ... ".

Article 11.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 11.-

A l'article 31 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1er, 2°, est complété comme suit : "et les cas dans lesquels des avances peuvent être payées";

2° l'alinéa 1er est complété par la disposition suivante :

"7° les cas dans lesquels peut être prise une nouvelle décision ou une décision de révision".

.../...

Article 12.

Il conviendrait d'écrire : "Dans l'article 18, alinéa 3, de la loi du 1er avril 1969 ... (la suite comme au projet) ...".

Article 13.

La phrase liminaire devrait être rédigée comme suit :

"Article 13.-

Dans l'article 21, § 2, de la même loi, la disposition suivante est insérée entre les alinéas 1er et 2:".

Articles 15 et 16.

Pour éviter le danger de voir réduire le délai de douze mois prévu par le deuxième alinéa de l'article 15, dans le cas où les arrêtés nécessaires pour l'exécution des articles 2 et 4 à 6 seraient pris avec retard, le Conseil d'Etat propose de rédiger comme suit la deuxième phrase du deuxième alinéa de l'article 15 : "elle produit toutefois ses effets à la date de l'entrée en vigueur du présent article, si elle est introduite dans les douze mois à compter de cette date".

Corrélativement, l'article 16 du projet devrait être complété par un deuxième alinéa rédigé en ces termes :

"Toutefois, l'article 15 entrera en vigueur à la date de l'entrée en vigueur des arrêtés qui seront pris pour l'exécution des articles 2 et 4 à 6".

In het eerste lid van de aanhef van het indieningsbesluit hoeft geen melding te worden gemaakt van de daarin genoemde adviezen. Die vermelding is beter op haar plaats in de memorie van toelichting.

Artikel 1.

Aangezien artikel 4 van de wet van 21 mei 1955 ook gewijzigd is bij de wet van 5 juni 1970, dient de inleidende volzin van artikel 1 van het ontwerp als volgt te worden gelezen :

"Artikel 1.-

In artikel 4 van de wet van 21 mei 1955 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor arbeiders, gewijzigd bij de wetten van 3 april 1962 en 5 juni 1970, worden de alinea's 1 tot 4 door de volgende bepaling vervangen : ".

Artikel 2.

Artikel 6 van de wet van 21 mei 1955 is ook gewijzigd bij de wet van 10 mei 1958, zodat de inleidende volzin van artikel 2 van het ontwerp als volgt dient te worden gelezen :

"Artikel 2.-

In artikel 6 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 1 augustus 1957 en 10 mei 1958, wordt het eerste lid met de volgende bepaling aangevuld : ".

.../...

Artikel 3.

De inleidende volzin kan beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 3.-

In artikel 5 van de wet van 12 juli 1957 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor bedienden, gewijzigd bij de wetten van 22 februari 1960 en 3 april 1962, worden de alinea's 1 tot 4 door de volgende bepaling vervangen :".

Artikel 4.

Voorgesteld wordt :

"Artikel 4.-

In artikel 8 van dezelfde wet, gewijzigd en aangevuld bij de wet van 11 juni 1964, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de tekst onder 7° wordt door de volgende bepaling vervangen :

"7° (zoals in het ontwerp)....;

2° de tekst onder 8° wordt opgeheven".

Artikel 5.

Artikel 2 van de wet van 3 april 1962 is gewijzigd bij de wet van 13 juni 1966 en bij het koninklijk besluit van 18 april 1967.

Derhalve wordt voorgesteld de inleidende volzin van artikel 5 als volgt te redigeren :

.../...

"Artikel 5.-

In artikel 2 van de wet van 3 april 1962 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor arbeiders en bedienden, gewijzigd bij de wet van 13 juni 1966 en bij het koninklijk besluit nr. 8 van 18 april 1967, wordt § 2, eerste lid, 1° en 2°, door de volgende bepaling vervangen :".

Artikel 6.

Artikel 7 van de wet van 3 april 1962 is gewijzigd bij de wet van 13 juni 1966 en bij het koninklijk besluit nr. 8 van 18 april 1967.

Derhalve wordt voorgesteld de inleidende volzin van artikel 6 als volgt te redigeren :

"Artikel 6.-

In artikel 7 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 13 juni 1966 en bij het koninklijk besluit nr. 8 van 18 april 1967, wordt § 2, eerste lid, 1° en 2°, door de volgende bepaling vervangen : ".

Artikel 7.

Wegens de talrijke wijzigingen die worden aangebracht in § 1 van artikel 21 van de wet van 13 juni 1966 (1° tot 4° van het ontwerp), zou die § 1 duidelijkheidshalve in zijn geheel moeten worden overgenomen.

Men leze artikel 7 als volgt :

"Artikel 7.-

In artikel 21 ... worden de volgende wijzigingen aangebracht :

.../...

1° paragraaf 1 wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Voor de toepassing van dit artikel worden verstaan :

1° onder "prestaties" :

- a) de rust-, weduwen- en overlevingspensioenen en de erbij verleende steenkolenbedelingen of hun tegenwaarde in geld, de aanpassingsuitkeringen en de vakantiegelden, toegekend in de pensioenregelingen voor arbeiders, bedienden, mijnwerkers, zeevarenden onder Belgische vlag en werknemers, evenals de voordelen bedoeld in artikel 24;
- b) de invaliditeitspensioenen en de erbij verleende steenkolenbedelingen of hun tegenwaarde in geld en de vakantiegelden, toegekend in de invaliditeitspensioenregeling voor mijnwerkers;
- c) de ouderdoms- en weduwenrentebijlagen en het gewaarborgd inkomen;
- d) de ouderdomstoelagen voor bedienden en de toelagen voor weduwen en wezen van bedienden;
- e) de aanvullende tegemoetkomingen bedoeld in hoofdstuk III van de wet van 27 juni 1969 betreffende het toekennen van tegemoetkomingen aan de mindervaliden;
- f) de voorschotten op de prestaties bedoeld onder a, b, c, d en e, die door de uitbetalingsinstelling worden uitbetaald vóór de beslissing die de definitieve rechten van de werknemer vaststelt;

2° onder "uitbetalingsinstelling" :

.../...

- a) het Nationaal Pensioenfonds voor mijnwerkers wat betreft de in 1°, b, bedoelde voordelen;
- b) de Rijksdienst voor werknemerspensioenen wat betreft de in 1°, d, bedoelde voordelen;
- c) de Rijkskas voor rust- en overlevingspensioenen wat betreft de in 1°, a, c en e, bedoelde voordelen.

Wat de voorschotten op prestaties betreft, is de uitbetalingsinstelling die welke belast is met de uitbetaling van de prestatie zelf".

- 2° ... (zoals 5° van het ontwerp)...;
- 3° ... (zoals 6° van het ontwerp)...;
- 4° ... (zoals 7° van het ontwerp)..."

Artikel 11.

Voorgesteld wordt :

"Artikel 11.-

In artikel 31 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° het eerste lid, 2°, wordt als volgt aangevuld : "en in welke gevallen voorschotten mogen worden betaald";
- 2° het eerste lid wordt met de volgende bepaling aangevuld :
"7° in welke gevallen een nieuwe beslissing of een beslissing tot herziening kan worden genomen".

Artikel 12.

Men leze : "In artikel 18, derde lid, van de wet van 1 april 1969 ... (voorts zoals in het ontwerp)..."

.../...

Artikel 13.

De inleidende volzin zou als volgt moeten worden gelezen:

"Artikel 13.-

In artikel 21, § 2, van dezelfde wet wordt de volgende bepaling ingevoegd tussen het eerste en het tweede lid:

Artikelen 15 en 16.

Om te voorkomen dat de in het tweede lid van artikel 15 bedoelde termijn van twaalf maanden zou worden ingekort in geval de besluiten voor de uitvoering van de artikelen 2 en 4 tot 6 met vertraging tot stand mochten komen, leze men de tweede volzin van het tweede lid van artikel 15 als volgt :
"zij heeft evenwel uitwerking op de datum waarop dit artikel in werking treedt als zij ingediend is binnen twaalf maanden te rekenen van die datum".

Dienovereenkomstig zou artikel 16 van het ontwerp moeten worden aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt :

"Artikel 15 treedt echter in werking op de datum van inwerkingtreding van de besluiten die ter uitvoering van de artikelen 2 en 4 tot 6 zullen worden vastgesteld".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : G. VAN BUNNEN,
de Heren :

conseiller d'Etat,
staatsraad,

président,
voorzitter,

J. MASQUELIN,
F. REMION,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

M. JACQUEMIJN,

greffier adjoint,
adjunct-griffier,

greffier.
griffier.

La concordance entre la version
française et la version néerlandaise
a été vérifiée sous le contrôle
de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par
M. P. MAROY, auditeur.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst werd
nagezien onder toezicht van de
H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door
de H. P. MAROY, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) M. JACQUEMIJN.

(s.) G. VAN BUNNEN.